



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article3139>

DÉCLARATION DE PRESSE DES FORCES DE LIBERATION AFRICAINES DE MAURITANIE



- Actualités - Politique -
Date de mise en ligne : mercredi 8 juin 2011

Union des Forces de Progrès

DÉCLARATION DE PRESSE DES FORCES DE LIBERATION AFRICAINES DE MAURITANIE

Le gouvernement du Général Mohamed Ould Abdel Aziz vient de prendre une mesure visant à indemniser à la fois les victimes des purges ethniques de 1987, au sein de l'Armée « nationale », et tous les auteurs de putschs remontant à 1981.

Les FLAM estiment que c'est là une mesure appréciable d'apaisement, même si elle fait un amalgame cynique entre des cas de putschistes avérés, et les graves et sombres pogroms survenus dans la vallée du fleuve. C'est un pas en avant, mais nettement insuffisant, pour omettre, gravement, les cas de ces milliers de civils massacrés et de ces centaines de femmes violées dans la vallée du fleuve, entre 1986 et 1991.

Les FLAM exigent que les auteurs principaux de ces crimes, commis, soient identifiés, mis devant leur responsabilité, et amenés à répondre, pleinement, de leurs forfaits.

Tout comme elles estiment que cette réhabilitation devrait également concerner les fonctionnaires négro-africains arbitrairement radiés de la fonction publique, et tous ces réfugiés spoliés de leurs droits, pour une pleine réparation des préjudices subits.

Ainsi seulement on apaiserait davantage le climat social, pour avancer vers les questions centrales, telle la question cruciale de la cohabitation - qui mine notre unité -, et la question sociale de l'esclavage, sans la solution desquelles il ne saurait y avoir de démocratie.

La Mauritanie a, plus que jamais, besoin d'une rupture d'avec le passé ; les hommes du passé doivent partir, et les pratiques du passé doivent cesser ! Les FLAM restent, quant à elles, déterminées à mener jusqu'au bout ce combat pour la justice et pour l'égale dignité entre tous les mauritaniens.

La lute continue !

Stockholm le 07 juin 2011 Pour le Bureau Exécutif National Le department de la communication